



Saint-Maximin  
la-Sainte-Baume

**ARRÊTÉ DU MAIRE N° 762/2023**  
**AUTORISATION D'OUVERTURE DE L'ÉTABLISSEMENT**  
**« L'ATELIER GEORGES D. »**  
**5<sup>ème</sup> catégorie de type M**  
**12, Rue du Général de Gaulle**  
**83470 SAINT-MAXIMIN LA SAINTE-BAUME**

Le Maire de SAINT-MAXIMIN LA SAINTE-BAUME ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.2212-1, et L.2212-2 ;

VU le Code de la Construction et de l'Habitation et notamment les articles L.122-5, R.122-5, R.122-6, R.143-23, R.143-38 et R.143-39 ;

VU le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

VU l'arrêté du Ministre de l'Intérieur du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP) ;

VU l'arrêté du 31 mai 1994 fixant les dispositions techniques destinées à rendre accessibles aux personnes handicapées les établissements recevant du public (ERP) et les installations ouvertes au public (IOP) lors de leur construction, leur création ou leur modification ;

VU l'arrêté préfectoral CCDSA n°15-183 du 16 décembre 2015 relatif à la composition et l'organisation du fonctionnement de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité ;

VU l'arrêté préfectoral CCDSA n° 21/038 du 19 avril 2021 portant renouvellement de la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité pour le département du Var, modifié par l'arrêté préfectoral modificatif n° 21-150 du 28 octobre 2021 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 16/030 du 16 mars 2016, portant création de la Sous-Commission Départementale pour la Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur (SCDS) dans le département du Var, modifié par l'arrêté préfectoral n° 16-133 du 08 décembre 2016 ;

VU l'arrêté préfectoral CCDSA n° 21/046 du 03 mai 2021, portant renouvellement de la Sous-Commission Départementale pour la Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur (SCDS) dans le département du Var ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 16/031 du 16 mars 2016, portant création des Commissions d'Arrondissement pour la Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (CSA) dans les arrondissements de BRIGNOLES, DRAGUIGNAN et TOULON (Var), modifié par l'arrêté préfectoral n° 16-132 du 08 décembre 2016 ;

**VU** l'arrêté préfectoral CCDSA n° 21/048 du 03 mai 2021, portant renouvellement des Commissions d'Arrondissement pour la Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (CSA) dans les arrondissements de BRIGNOLES, DRAGUIGNAN et TOULON (Var) ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 16/026 du 16 mars 2016, portant création de la Sous-Commission Départementale pour l'Accessibilité aux personnes handicapées (SCDA) dans le département du Var ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 21/063 du 18 mai 2021, portant renouvellement de la Sous-Commission Départementale pour l'Accessibilité aux personnes handicapées (SCDA) dans le département du Var, modifié par l'arrêté préfectoral modificatif n° 21/151 du 28 octobre 2021 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 16/029 du 16 mars 2016 portant création des commissions communales pour l'accessibilité aux personnes handicapées (CCA) dans les communes de 10 000 habitants et plus et de moins de 20 000 habitants du département du Var ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 21/065 du 18 mai 2021 portant renouvellement des Commissions Communales pour l'Accessibilité aux personnes handicapées (CCA) dans les communes de 10 000 habitants et plus et de moins de 20 000 habitants du département du Var ;

**VU** l'arrêté du Maire n° ARR SÉCU 2023-014 en date du 30 mai 2023 portant Autorisation de Construire, d'Aménager ou de Modifier un ERP n° AT 083 116 23O0005, délivré à Monsieur Georges DEUVLETIAN, pour la création d'un commerce d'artisan bijoutier à l'enseigne « L'ATELIER GEORGES D. », par aménagement d'un local situé au rez-de-chaussée d'un immeuble d'habitation en R+2, sis 12 Rue du Général de Gaulle à SAINT-MAXIMIN LA SAINTE-BAUME,

**VU** les prescriptions particulières formulées par le Groupement Prévention de la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours (DD SIS) du Var en date du 13 avril 2023 et l'avis favorable avec prescriptions de la Commission Communale d'Accessibilité en date du 18 avril 2023, sur l'Autorisation de Construire, d'Aménager ou de Modifier un ERP n° AT 083 116 23O0005,

**VU** les prescriptions et rappels réglementaires formulés par la Sous-Commission Départementale d'Accessibilité (SCDA) en date du 02 mai 2023 et dans l'arrêté préfectoral DDTM/SHRU n° 2023-053 en date du 10 mai 2023,

**VU** l'engagement du Maître d'Ouvrage de respecter les règles d'accessibilité, en date du 27 mars 2023 joint au dossier n° AT 083 116 23O0005,

**CONSIDÉRANT** l'avis de la Commission Communale d'Accessibilité aux personnes handicapées, qui s'est réunie sur site le 10 août 2023, afin de réceptionner les travaux relatifs à l'accessibilité des personnes handicapées dans le cadre de l'Autorisation de Construire, d'Aménager ou de Modifier un ERP n° AT 083 116 23O0005, et qui a émis un avis favorable à l'ouverture au public du commerce à l'enseigne « L'ATELIER GEORGES D. », sous réserve de la réalisation des prescriptions émises dans le procès-verbal, ci-joint,

**ARRÊTE**

**ARTICLE 1 :** Le commerce d'artisan bijoutier à l'enseigne « L'ATELIER GEORGES D. » ERP de type M de 5<sup>ème</sup> catégorie, sis 12, Rue du Général de Gaulle - 83470 SAINT-MAXIMIN LA SAINTE-BAUME **EST AUTORISÉ À OUVRIR AU PUBLIC.**

**ARTICLE 2 :** L'exploitant est tenu de réaliser les prescriptions émises par la Commission Communale d'Accessibilité dans son procès-verbal du 10 août 2023, ci-joint, à savoir :

- « Apposer des vitrophanies sur les parties vitrées intérieures »,
- « Les vitrophanies doivent être contrastées et non pas blanches. »

**ARTICLE 3 :** L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du Code de la Construction et de l'Habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté sera notifié par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'exploitant du commerce à l'enseigne « L'ATELIER GEORGES D. », M. Georges DEUVLETIAN, au 2389, Chemin du Moulin - 83470 SAINT-MAXIMIN LA SAINTE-BAUME.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Maire, Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Commandant du groupement de gendarmerie de Saint-Maximin-la-Sainte-Baume, Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et transmis à Monsieur le Préfet.

**ARTICLE 6 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Signé par **Alain DECANIS**

Maire en exercice

Le 28 août 2023

